



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité Départementale
du Havre**

Arrêté du 15 MARS 2021 mettant en demeure la société VIMBERT à OUDALLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 avril 2000 autorisant et réglementant les activités exercées par la société VIMBERT ;
- Vu l'arrêté n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} février 2021 ;
- Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant.

CONSIDÉRANT :

que lors de l'inspection du 18 janvier 2021, l'inspection a constaté les non-conformités majeures suivantes :

- à l'article R.181-46-II du code de l'environnement : défaut de porter à connaissance ;
- à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif au stockage en entrepôt couvert 1510 : incapacité à fournir un état des stocks le jour de l'inspection et les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur le site ;
- à l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 : le séparateur d'hydrocarbures n'a pas été vidangé depuis au moins un an ;
- à l'article 4.7 d e l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 : absence de certificat de conformité relatif à la protection des installations contre les effets de la foudre ;
- à l'article 4.10 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 : l'issue de secours située dans la cellule B3 n'était ni signalée ni manœuvrable ;
- à l'article 4.13.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 : absence de dispositif permettant de connaître à tout moment le volume d'eau disponible dans le bassin de réserve d'eau incendie afin de s'assurer que le volume requis de 1000 m³ est disponible ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VIMBERT de déposer un porter à connaissance et de respecter l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et les articles 3.1.5, 4.7, 4.10 et 4.13.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société VIMBERT dont le siège social est situé route du Noroît à OUDALLE (76430) est mise en demeure :

- de déposer, **sous trois mois**, un porter à connaissance au titre de l'article R.181-26-II du code de l'environnement. Ce porter à connaissance devra comporter un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation notamment les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2007,
- de respecter **sous trois mois** l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et les articles 3.1.5, 4.7, 4.10 et 4.13.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2000.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le maire de la commune d'OULDALLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société VIMBERT.

Fait à ROUEN, le **15 MARS 2021**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER